



Centre Hospitalier de Guérande

Guérande, le 2 décembre 1999

Monsieur RIVIERE Architecte
Avenue de Lesseps

44600 ST NAZAIRE

№. DIR NQ/BB- 99/410
☐ Restructuration du bâtiment de
l'ancienne ferme
Réf. : Permis de construire
P.J. : 1 dossier
1 déclaration d'ouverture de chantier

Monsieur,

Vous trouverez, ci-joint, copie du permis de construire délivré pour l'opération visée en objet.

Je vous demande de bien vouloir procéder dans les délais les meilleurs aux formalités d'affichage prévues sur le site de l'hôpital.

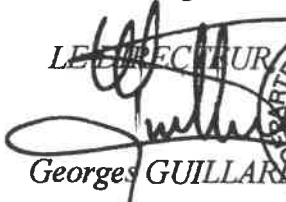
Vous voudrez bien également compléter et me présenter en signature la déclaration d'ouverture de chantier ci-jointe, qui doit être déposée en mairie.

Enfin je vous saurais gré de veiller aux prescriptions imparties par cette décision, en relation avec les entreprises concernées et le coordonnateur sécurité, santé de ce chantier, particulièrement celles qui concernent les réserves des ABF et de la commission d'accessibilité.

Par ailleurs, concernant les modifications à apporter pour les murs pignons prévus initialement en pierre et qui dans un souci d'économie seront enduits au mortier après que cette question ait été discutée avec les ABF, vous voudrez bien me proposer le permis de construire modificatif correspondant.

Vous souhaitant bonne réception de la présente,

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.


LE DIRECTEUR
CENTRE HOSPITALIER
DE GUERANDE
de LOIRE ATLANTIQUE

B.P.H. - Avenue Pierre de la Bouexière - 44350 GUÉRANDE - Téléphone 02.40.62.65.40

Demande déposée le 30/06/1999 Complétée le : 23/07/1999
N° PC 44 069 99R1099

Par : **CENTRE HOSPITALIER Mr GUILLARD**
 Demeurant à : **Avenue Pierre de la Bouexière**
44350 GUERANDE
 Représenté par :
 Pour : **Aménager des locaux administratifs**
 Sur un terrain sis à : **Avenue Pierre de la Bouexière**
AD0163, AD0164, AD0165, AD0166, AD0167, AD0168,
AD0172, AD0173, AD0174, AD0175, AD0176, AD0178,
AD0179, AD0180,

Surfaces hors-oeuvre
brute : 146 m²
nette : 139 m²
Nb de logements : 0
Nb de bâtiments : 1
Destination : Locaux administratifs
LE MAIRE DE GUERANDE

Vu la demande de permis de construire susvisée.

Vu le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L 421-1 et suivants, R 421-1 et suivants.

Vu le Plan d'Occupation des Sols révisé, approuvé le 18/06/91 modifié en dernier lieu le 22/06/99

Vu la loi du 31 Décembre 1913 modifiée, relative à la protection des Monuments Historiques.

 Vu l'avis **FAVORABLE** de Madame l'Architecte des Bâtiments de France en date du 16 Novembre 1999.

Vu la décision de la commission Consultative Départementale de Sécurité et d'Accessibilité en date du 11 Mars 1996.

Vu l'avis de Monsieur le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours en date du 5 Août 1999.

 Vu l'avis **FAVORABLE** de la Commission d'Accessibilité de l'Arrondissement de Saint-Nazaire en date du 4 Octobre 1999.

 Vu l'avis **FAVORABLE** de Monsieur le Directeur Départemental du Travail et de l'Emploi en date du 11 Août 1999.

Vu l'avis du S.I.C.A.P.G en date du 4 octobre 1999.

Vu l'avis d'EDF-GDF en date du 7 Septembre 1999.

Vu l'avis de France Telecom en date du 26 Août 1999.

- ARRETE -

ARTICLE 1er : Le permis de construire est **ACCORDE** pour le projet décrit dans la demande sus-visée (cadre 1) et avec la (les) surface (s) figurant au cadre 2 conformément aux plans annexés, assorti du strict respect des prescriptions particulières d'urbanisme énumérées ci-après, dont l'exécution sera prise en compte pour la délivrance du certificat de conformité :

.../...

La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L 421-2-4 du Code de l'Urbanisme. Elle est exécutoire à compter de sa réception.

INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT - INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT

- **DROITS DES TIERS** : La présente décision est notifiée sans préjudice du droit des tiers (notamment : obligations contractuelles ; servitudes de droit privé telles que les servitudes de vue, d'ensoleillement, de mitoyenneté ou de passage ; règles figurant au cahier des charges du lotissement ...) qu'il appartient au bénéficiaire de l'autorisation de respecter.
- **VALIDITE** : Le permis est périmé si les constructions ne sont pas entreprises dans le délai de deux ans à compter de sa délivrance ou si les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. Sa prorogation pour une année peut être demandée deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité.
- **AFFICHAGE** : Mention du permis doit être affichée sur le terrain par le bénéficiaire dès sa notification et pendant toute la durée du chantier, et au moins pendant deux mois. Il est également affiché en mairie pendant deux mois.
- **DELAIS ET VOIES DE RECOURS** : Le bénéficiaire d'un permis qui désire contester la décision peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les **DEUX MOIS** à partir de la transmission de la décision attaquée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou d'un recours hiérarchique le Ministre chargé de l'urbanisme ou le Préfet pour les permis délivrés au nom de l'Etat.
Cette démarche prolonge le délai de recours qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de quatre mois vaut rejet implicite)
- **ASSURANCE DOMMAGES-OUVRAGES** : Elle doit être souscrite par le pétitionnaire dès le début des travaux. A défaut, il encourt des sanctions pénales sauf s'il construit pour lui-même ou sa proche famille.

Les réserves formulées par Madame l'Architecte des Bâtiments de France seront scrupuleusement respectées, à savoir :

- Aucun accessoire de toiture ne fera saillie par rapport au plan de la couverture.
- Le traitement des sorties V.M.C. sera précisé.
- Un rendez-vous de chantier sera organisé avec l'Architecte des Bâtiments de France au cours des travaux. A cette occasion, des échantillons de rejointoiement seront présentés.

- Conformément à l'article UB 13.3 du règlement du Plan d'Occupation des Sols, les aires de stationnement doivent être plantées à raison d'un arbre pour deux places de parking.

→ Les observations émises par Monsieur le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours dans son avis en date du 5 Août 1999, ci-annexé, seront respectées.

→ Les observations émises par la Commission d'Accessibilité de l'Arrondissement de SAINT-NAZAIRE dans son avis en date du 4 Octobre 1999, ci-annexé, seront respectées.

→ Le pétitionnaire est informé des observations émises le 11 Août 1999 par Monsieur le Directeur Départemental du Travail et de l'Emploi et de la Formation Professionnelle jointes en annexe au présent arrêté.

PRESCRIPTIONS RELATIVES A L'ALIMENTATION EN EAU POTABLE :

Si un nouveau branchement est nécessaire sous domaine public, le pétitionnaire devra se rapprocher de l'exploitant du réseau public d'eau potable pour le réaliser. Ces travaux sont à la charge du pétitionnaire.

PRESCRIPTIONS RELATIVES A LA DESSERTE PAR LE RESEAU PUBLIC D'EAUX USEES :

Au titre de l'article L 35.4 du Code de la santé publique, le montant de la Participation pour le Raccordement à l'Egout (P.R.E) s'élève à 11.880 F. (404,44 m² de SHON, soit 9 tranches de 50 m² à 1.320 F.)

GUERANDE, le 25/11/1999

Pour le Maire,
l'Adjoint Délégué,



TAXE LOCALE D'EQUIPEMENT : **EXONERE**

TAXE DEPARTEMENTALE D'ESPACES NATURELS ET SENSIBLES : **EXONERE**

ETABLISSEMENT PUBLIC DEPARTEMENTAL
DES SERVICES D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LOIRE-ATLANTIQUE

La Chapelle-sur-Erdre, le

- 3 AOUT 1999

SERVICE PREVENTION	
Secrétariat ☎ 40.67.86.88 Fax 40.67.87.04	Affaire suivie par : Lieutenant M. GIRARD ☎ 40.67.86.79

PRE N° 1999-3192 - MG/MG
44-069-E-0204

REÇU LE - 5 AOUT 1999 Mairie de GUÉRANDE
--

LE DIRECTEUR

à

Mr le Maire de GUERANDE
44350 GUERANDE

ADRESSE : GUERANDE - Avenue Pierre de la BOUXIERE
OBJET : Hopital de GUÉRANDE - Administration
Demandeur : Hopital de GUÉRANDE

REFER : Votre lettre en date du *04/08/1999*
~~28/07/1999~~
PC-044-069-99-R1011

P. J. : Un dossier en retour *1099*

VERIFICATION DU CLASSEMENT
D'UN ETABLISSEMENT DE 5^{ème} CATEGORIE

Le dossier que vous m'avez adressé concerne un établissement recevant du public de 5^{ème} catégorie du type W ne comportant pas de locaux à sommeil.

Le projet concerne la réhabilitation et l'extension d'un bâtiment existant pour y transférer l'administration de l'établissement.

Ce bâtiment comprendra en rez de chaussée :

- un hall d'accueil et attente
- neuf bureaux
- une salle d'attente
- une tisannerie
- une sous station
- des sanitaires

L'effectif du public de cet établissement est de : 27 personnes.

Vu l'avis formulé par la Commission Consultative Départementale de Sécurité et d'Accessibilité lors de sa réunion du 11 mars 1996, ce dossier ne sera pas soumis à l'examen de la Commission de Sécurité.

ADRESSE POSTALE : S.P. 32 - 44240 LA CHAPELLE-SUR-ERDRE

ADRESSE DES BUREAUX : Z.A.C. de Gesvine - 12 Rue Arago - 44240 LA CHAPELLE-SUR-ERDRE
Téléphone : 02.40.67.86.18 - Télécopie : 02.40.67.86.18

REPUBLIQUE FRANCAISE

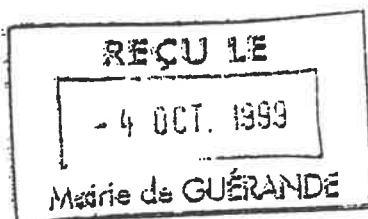
Sous Préfecture de Saint-Nazaire
1, rue Vincent Auriol
B.P 425
44606 SAINT NAZAIRE

Saint Nazaire, le

30 SEP. 1999

Bureau de la Réglementation
Et de l'Environnement

Affaire suivie par :
E. BRULARD/SL
☎ 02 40 00 72 85



Le Sous-Préfet de Saint-Nazaire

à

Monsieur le Maire de
GUERANDE

FAX 02 40 01 90 64

BORDEREAU D'ENVOI

DESIGNATION DES PIECES	NOMBRE	OBSERVATIONS
Aménagement magasin de fleurs Type M – 5 ^{ème} catégorie PC 069 98 R 1121		Dossiers de 5 ^{ème} catégorie sans locaux à sommeil, non soumis à la commission de sécurité mais étudié pour l'accessibilité.
Aménagement de l'ancien presbytère pour accueil périscolaire Type R – 5 ^{ème} catégorie PC 069 99 R 1139		AVIS FAVORABLES
Aménagement et extension d'un bâtiment existant pour administration de l'hôpital Type W – 5 ^{ème} catégorie PC 069 99 R 1011 1099		
Aménagement bar-restaurant Grill LONDON Type N – 5 ^{ème} catégorie PC 069 99 R 1111		

Pour le Sous-Préfet,
Le Chef de Bureau,

Eric BRULARD

PREFECTURE DE LOIRE-ATLANTIQUE

Sous-Préfecture de Saint Nazaire

Direction Départementale
de l'Équipement
10 boulevard Gaston Serpette
B.P. 1015
44036 NANTES Cédex 01

SHL/CLS
Affaire suivie par M. CHOCTEAU Yves
☎ 02.40.67.26.70



COMMISSION D'ACCESSIBILITE

Arrondissement de Saint Nazaire

EXAMEN DE LA DEMANDE DE PERMIS DE CONSTRUIRE

N° PC 069 99 R 1011

1099

Etablissement Recevant du Public du type W
5ème catégorie

(Décret n° 94-86 du 26 janvier 1994 codifié)

NATURE DES TRAVAUX

: AMENAGEMENT ET EXTENSION
POUR L'ADMINISTRATION DE
L'HOPITAL

LIEU

: AVENUE PIERRE DE LA BOUXIERE
: 44350 GUERANDE

DESIGNATION DE L'EXPLOITATION

: CENTRE HOSPITALIER DE
GUERANDE

DEMANDEUR

: CENTRE HOSPITALIER DE
GUERANDE

ORIGINE

: Mairie de Guérande

DOCUMENTS EXAMINES

:

- Imprimé de demande de permis de construire en date du 30.06.1999
- Notice de sécurité en date du 23.06.1999
- Note de présentation (ou notice descriptive) en date du 23.06.1999
- Notice d'accessibilité aux Personnes à Mobilité Réduite (P.M.R.) en date du 23.06.1999
- Jeux de plans en date du 15.05.1999

DESCRIPTION SOMMAIRE

Le projet concerne la réhabilitation d'un ancien bâtiment (ancien bâtiment de ferme) avec une extension, destiné à recevoir les locaux administratifs du Centre Hospitalier.

Les différents locaux sont composés de la façon suivante :

- entrée avec hall traversant, accueil
- 4 bureaux du personnel
- bureau du Directeur avec salle de réunion
- des sanitaires
- 4 bureaux des services économiques et financiers
- un espace "attente"
- une sous - station "chaufferie"

▪ Cheminement

Les niveaux de sols intérieurs et extérieurs sont indiqués sur les plans.

Nous avons 3 zones de niveaux différents :

- * niveau 0,75 - accueil + bureau personnel
- * niveau 0,43 - bureau Directeur + réunions
- * niveau 0,95 - bureaux (services économiques et financiers avec des rampes de 5% et 8% (limité à 2,00 m de longueur).

▪ Parcs de stationnement

2 places de stationnement "handicapées" sont aménagées.

▪ Cabinets d'aisance

Un cabinet d'aisances "handicapé" est prévu dans ce projet.

PRESCRIPTIONS ET OBSERVATIONS

Cheminement

1. Un palier de repos horizontal ayant une longueur minimale de 1,40 mètre hors des débordements de porte éventuels devra être aménagé devant toutes les portes.
2. Un palier de repos horizontal ayant une longueur minimale de 1,40 mètre hors des débordements de porte éventuels devra être aménagé devant toutes les portes.
3. Un palier de repos horizontal ayant une longueur minimale de 1,40 mètre hors des débordements de porte éventuels devra être aménagé à l'intérieur de chaque sas.
4. La largeur minimale du cheminement praticable par les personnes handicapées devra être de 1,40 mètre entre mur.

Parcs de stationnement automobile

5. Les emplacements de stationnement aménagés et réservés pour les personnes handicapées devront être signalés horizontalement et verticalement.

Cabinets d'aisances

6. Un espace libre de tout obstacle fixe ou mobile et hors débattement de porte, de dimensions minimales 0,80 mètre x 1,30 mètre devra être aménagé à côté de la cuvette, et latéralement à celle-ci.

Divers

7. La hauteur des divers équipements utilisables par une personne handicapée en fauteuil roulant (table, tablette, guichet, comptoir de caisse, comptoir d'accueil...) devra être inférieure à 0,80 mètre (face supérieure). Le bord inférieur doit être au moins à 0,70 mètre du sol.
8. Une partie du comptoir d'accueil devra se situer à 0,80 m maximum du sol (face supérieure) et à 0,70 m minimum (bord inférieur).

Signalisation

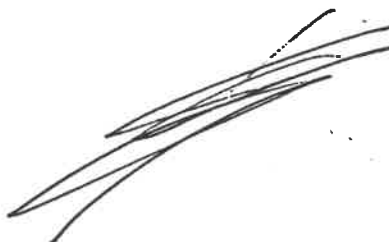
9. Les symboles internationaux d'accessibilité devront être utilisés pour signaler les aménagements spécifiques aux personnes handicapées lorsque ces aménagements ne sont pas facilement repérables.

Les prescriptions générales annexées devront être suivies d'effet le cas échéant.

En conclusion, sous réserve de l'exécution des prescriptions ci-dessus, je vous propose d'émettre un avis FAVORABLE à l'exécution du projet.

L'Ingénieur des T.P.E.

Françoise PIAU





DDE 44

PRESCRIPTIONS GENERALES CONCERNANT L'ACCESSIBILITE DES PERSONNES HANDICAPEES DANS LES ETABLISSEMENTS RECEVANT DU PUBLIC

Décret n° 94-86 du 26 janvier 1994 codifié
Arrêté du 31 mai 1994

Cheminement

Généralités

Le sol des cheminements praticables par les personnes handicapées devra être non meuble, non glissant, sans obstacle à la roue.

Les trous ou fentes dans le sol devront avoir un diamètre ou une largeur inférieur à 2 centimètres.

Les bornes et poteaux devront être de couleur contrastée par rapport à leur environnement immédiat.

Ressauts

La hauteur maximale des ressauts est de 2 centimètres, toutefois leur hauteur peut atteindre 4 centimètres lorsqu'ils sont aménagés en chanfrein à un pour trois.

Les bords des ressauts devront être arrondis ou munis de chanfreins.

La distance minimale entre deux ressauts est de 2,50 mètres.

Ascenseurs (lorsque cet équipement est prévu dans le projet)

Les commandes de l'appareil situées sur le côté de la cabine devront être à une hauteur maximale de 1,30 mètre.

La précision d'arrêt de la cabine devra être de 2 centimètres au maximum.

Les temps d'ouverture devront être suffisants pour le passage d'un fauteuil roulant.

Escaliers (lorsqu'il en existe un dans le projet)

La hauteur des marches des escaliers devra être inférieure à 16 centimètres.

La largeur du giron des marches des escaliers devra être supérieure à 28 centimètres.

Les escaliers de trois (ou plus) marches devront comporter une main courante préhensible de part et d'autre dépassant les premières et dernières marches de chaque volée.

Les nez de marches des escaliers devront être bien visibles.

Parcs de stationnement automobile (lorsqu'il en existe un dans le projet)

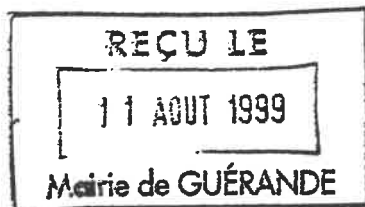
Les emplacements de stationnement aménagés et réservés aux personnes handicapées devront être signalés.

Les emplacements de stationnement aménagés pour les personnes handicapées devront comporter, latéralement à l'emplacement prévu pour la voiture, une bande d'accès, protégée de la circulation automobile, de largeur au moins égale à 0,80 mètre, sans que l'emplacement puisse avoir une largeur totale inférieure à 3,30 mètres.



Ministère de l'emploi
et de la solidarité

Direction départementale du travail, de l'emploi
et de la formation professionnelle de Loire-Atlantique



Le Directeur Départemental
du Travail, de l'Emploi et de
la Formation Professionnelle

à

Monsieur le Maire
Service de l'Urbanisme
Hôtel de Ville
B.P.A.
44350 GUERANDE

*Dossier suivi par Monsieur COLLOBERT Désiré,
Inspecteur du Travail, 5ème Section St-Nazaire*

Nantes, le **11 0 AOUT 1999**

**OBJET : Avis sur demande de permis de construire présentée par le Centre Hospitalier de
Guérande, Avenue Pierre de la Bouëxière 44350 GUERANDE.
(Aménagement locaux administratif – même adresse).**

V/REF : Dossier PC 44 069 99 R1099 transmis le 04.08.1999.

J'ai l'honneur de vous retourner, ci-joint, le dossier cité en référence.

Au vu des pièces présentées, la demande n'appelle pas d'observation particulière de ma part.

Nous vous rappelons toutefois que le maître d'ouvrage devra se conformer aux principes généraux de prévention appliqués à la construction des locaux de travail.

Le coordonnateur désigné par le maître d'ouvrage devra notamment évaluer les risques et établir le dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage.

P/Le Directeur Départemental,
Le Directeur Adjoint,

Joël TESSIER

PJ : Dossier en retour